



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-85567>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-85567**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Union nationale des Missions Locales UNML

Correspondant : El-Khadiri Ahmed, Délégué Général

Adresse : 54 rue de Paradis, 75010 Paris

Coordonnées :

Téléphone : 0175433232

Courriel : consultations@unml.info

Adresse internet : <http://www.unml.info>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Campagne de communication digitale visant à renforcer la visibilité du réseau des Missions Locales : stratégie et plan media, achat d'espaces publicitaires

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : Campagne nationale de communication digitale visant à renforcer la visibilité des Missions Locales : - stratégie médias et élaboration d'un plan media digital - achat d'espaces - conseil et accompagnement sur toute la durée du marché Il s'agit d'un marché public avec mandat portant pour partie sur l'acquisition d'espaces publicitaires, soumis aux dispositions de la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993. Les prestations sont définies et détaillées dans le CCTP. Date estimative du démarrage des prestations : 10 octobre 2024

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec montant maximum en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, qui sera conclu à prix unitaires. L'accord-cadre est conclu avec un seul opérateur économique. Montant maximum de l'accord-cadre sur la durée du marché : 83 000 euros HT (99 600 euros TTC) comprenant : - stratégie et plan média : 20 000 euros HT (24 000 euros TTC) - achat d'espaces publicitaires : budget estimatif : 63 000 euros HT (75 600 euros TTC)

Refus des variantes.

Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

12 mois à compter de la notification du marché.

Section 5 - Conditions relative au marché

Cautionnement et garanties exigés : Sans objet

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures dématérialisées ou des demandes de paiement équivalentes

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services : Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Si le groupement est conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature en complément de celles faites en français : français

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges (règlement de la consultation, lettre d'invitation ou document descriptif)

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 02/09/2024 à 12:00

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 202401

Renseignements complémentaires : Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.marches-publics.info> Code NUTS : FR101 Valeur estimée hors TVA : 83 000,00 euro(s) Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels : Date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents : 26/08/2024 à 12:00 Documents payant : NON Modalités d'ouverture des offres : Date: 02 sept. 2024 Lieu : SIEGE SOCIAL UNML Marché périodique : NON Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :Le marché s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds communautaires : NON Références du ou des projet(s) et / ou programme(s) :Marchés réservés : NON Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75181 ParisCedex 04 Tél : 0144594400 Fax : 0144594646Mel : greffe.ta-paris@juradm.fr Web : <http://paris.tribunal-administratif.fr> Organe chargé des procédures de médiation : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics de Paris. Préfecture de la région Île-de-France - Préfecture de Paris Direction des affaires juridiques, Corinne LEBRE, Direction des affaires juridiques 5, rue Leblanc75911 ParisCedex 15 Tél : 0182524272 Fax : 0182524295Mel : ccira@paris-idf.gouv.fr Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : Cf : Le Greffe du Tribunal Administratif à l'adresse ci-dessus. Les variantes ne sont pas autorisées. Il n'est pas prévu de

prestations supplémentaires éventuelles. Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés car la dévolution en marchés séparés rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les 3 premiers candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation

Section 14 - Informations complémentaires

Date d'envoi du présent avis à la publication : 19/07/2024